



**HAL**  
open science

# De la banalité de l'offre de politiques publiques de la part du M5S comme effet des impasses de la IIème République italienne (1993-2013).

Christophe Bouillaud

## ► To cite this version:

Christophe Bouillaud. De la banalité de l'offre de politiques publiques de la part du M5S comme effet des impasses de la IIème République italienne (1993-2013). . Septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique (ABSP), Association belge francophone de science politique (ABSP), Apr 2017, Mons, Belgique. halshs-01553128

**HAL Id: halshs-01553128**

**<https://shs.hal.science/halshs-01553128>**

Submitted on 3 Jul 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communication pour le Septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique (ABSP) - Université catholique de Louvain – site de Mons - 3 et 4 avril 2017

-« L'État face à ses transformations »

Section : Le rôle des partis populistes en démocratie

*De la banalité de l'offre de politiques publiques de la part du M5S  
comme effet des impasses de la IIème République italienne  
(1993-2013).*

**Version provisoire 1.0 (en date du 31/03/17)**

Christophe Bouillaud

Professeur de science politique, Institut d'Etudes politiques de Grenoble/CNRS UMR PACTE

christophe.bouillaud@sciencespo-grenoble.fr

La plupart des désormais très nombreuses études consacrées au *Movimento Cinque Stelle* (M5S - Mouvement Cinq Etoiles) – indéniablement un parti au sens de la science politique<sup>1</sup> - insistent sur le caractère inédit de la mobilisation qui s'opère à partir de 2005 autour du blog de l'humoriste Beppe Grillo<sup>2</sup>, sur la création à l'automne 2009 par ce leader pour le moins improbable du M5S pour participer aux compétitions électorales, et sur la rapidité et sur l'ampleur du succès électoral acquis par ce dernier, au point de devenir le premier parti en nombre de voix sur le territoire italien aux

---

<sup>1</sup> Toute ambiguïté doit être évitée sur ce point : le M5S est bel et bien un parti au sens où il participe aux élections dans l'objectif de les gagner et où il sélectionne des candidats pour cela.

<sup>2</sup> Ce blog <http://www.beppegrillo.it/> existe toujours en 2017.

élections générales anticipées de février 2013, le second aux élections européennes de mai 2014, et de rester depuis selon tous les sondages disponibles le second parti préféré des répondants italiens<sup>3</sup>. De très nombreuses connaissances ont d'ores et déjà été accumulées sur les ressorts de cette mobilisation partisane<sup>4</sup>. En particulier, il n'a échappé à personne que la forme-parti proposé aux électeurs par B. Grillo constituait une articulation de pratiques démocratiques novatrices permises par Internet et d'une privatisation et d'une monopolisation de la décision en dernier ressort au sein du parti au profit d'un homme ou mieux encore d'un duo : Beppe Grillo, le titulaire exclusif de la marque M5S, et Gianroberto Casaleggio, le dirigeant de la société de services informatiques (*Casaleggio Associati*) qui a géré le blog de ce dernier depuis 2005 jusqu'à sa mort de maladie au printemps 2016. Cette société, désormais gérée par le fils même du disparu, assure encore aujourd'hui toute l'intendance informatique du M5S. En effet, si les créateurs du M5S revendiquent hautement leur volonté d'utiliser les outils fournis par Internet pour promouvoir une démocratie radicale en son sein où la base du parti pourrait décider de tous les choix politiques à faire, la « loi d'airain de l'oligarchie » (Roberto Michels) s'applique sans l'ombre d'un doute au M5S dans la mesure où c'est bien B. Grillo - et peut-être les dirigeants de la *Casaleggio Associati* – qui décident en dernier ressort<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Certains sondages récents en font même en mars 2017 de nouveau le premier parti italien en intentions de vote, cf. le site officiel qui regroupe les sondages politiques en Italie, <http://www.sondaggipoliticoelettorali.it/> consulté le 28/03/17. Cf. aussi la double page du *Monde* en date du 12/13 mars 2017 sous la plume de Jérôme Gautheret, « Italie. L'irrésistible ascension d'un ovni politique », p. 12/13.

<sup>4</sup> Pour les principales études italiennes, cf. Giuliano Santoro, *Un Grillo qualunque. Il Movimento 5 Stelle e il populismo digitale nella crisi dei partiti italiani*, Rome : Castelvecchi, 2012 ; Piergiorgio Corbetta et Elisabetta Gualmini (dir.), *Il partito di Grillo*, Bologne : il Mulino, 2013 ; Roberto Biorcio et Paolo Natale, *Politica a 5 Stelle. Idee, storia e strategie del movimento di Grillo*, Milan : Feltrinelli, 2013, ainsi qu'un numéro spécial de *Comunicazione politica*, 1/2013, « Grillo e Il Movimento 5 Stelle. Analisi di un 'fenomeno' politico », sous la direction d'Ilvio Diamanti et Paolo Natale, trois ensembles parus avant les élections de février 2013 ; puis, paru après ces élections : Maria Elisabetta Lanzone, *Il Movimento Cinque Stelle, Il popolo di Grillo dal web al Parlamento*, Novi Ligure : Edizione Epoké, 2015 ; R. Biorcio (dir.) *Gli attivisti del Movimento 5 Stelle*, Milan : FrancoAngeli, 2015 ; R. Biorcio, *Il populismo nelle politica italiana. Da Bossi a Berlusconi. Da Grillo a Renzi*, Mlian/Udine : Mimesis, 2015. Pour une première synthèse en anglais, par un groupe de chercheurs italiens, cf. Filippo Tronconi (dir.), *Beppe Grillo's Five Star Movement. Organization, Communication and Ideology*, Farnham (Surrey) : Ashgate, 2015, et une présentation synthétique récente (7/11/16), Margherita Movarelli, « From dreams to reality : the challenges of italy's Five Star Movement », *European View*, 15, 2016, p. 213-221. Pour des présentations synthétiques en français, cf. Hervé Rayner, « Le Mouvement 5 Etoiles en Italie : un populisme assumé », *Questions internationales*, n°83, janvier-février 2017, p. 57-65, Nicolo Conti et Filippo Tronconi, « Le Mouvement Cinq Etoiles. Organisation, idéologie et performances électorales d'un nouveau protagoniste de la politique italiennes », *Pôle Sud*, 2016/2, n°45, p. 21-41, et Christophe Roux, compte-rendu de F. Tronconi (dir.), *op. cit.*, 2015, *Pôle Sud*, 2016/2, n°45, p. 157-160.

<sup>5</sup>Pour une critique de gauche d'un dissident du M5S, qui insiste sur le rôle dirigeant de G. Casaleggio après le retrait partiel de B. Grillo en 2014, cf. Paolo Becchi, « Il partito ibrido », *Mondoperaio*, 2/2016, p. 17-35. Elle reste sans doute valable après la mort de G. Casaleggio et la reprise en main par B. Grillo du M5S en 2016. La récente décision de B. Grillo, en tant que garant du M5S, de passer outre le résultat des vote des primaires organisées en ligne par le M5S lui-même pour désigner candidats pour les municipales de Gênes qui doivent se tenir au printemps 2017 les seconds de la compétition au détriment des premiers constitue en effet une illustration parfaite de cette particularité du M5S.

En revanche, le programme du M5S, pris au sens des politiques publiques promues plus qu'à celui de l'idéologie défendue, reste un peu dans l'angle mort des recherches effectuées, car il apparaît que l'absence de continuité avec les anciens partis qui ont dominé la vie politique depuis des décennies constitue l'essentiel de son offre politique et sans doute la plus grande part de sa capacité à attirer en 2012-13 de très grandes masses d'électeurs. Il perce en effet à un moment où, justement, à compter de novembre 2011, ces mêmes partis soutiennent presque<sup>6</sup> tous le gouvernement pro-européen d'union nationale de l'ancien Commissaire européen Mario Monti. De ce point de vue, le qualificatif de «populiste» que les médias lui attribuent prend tout son sens. Le M5S, comme le nom qu'il s'est choisi le rappelle, se revendique lui-même comme une «non-association», doté d'un «non-statut», agissant contre tous les autres *vrais* partis. Surtout, il faut rappeler que cette revendication d'extranéité à l'univers des partis n'est pas sans s'ancrer dans la réalité, puisque : a) à sa création en 2009, le M5S ne reprend ni n'agrège aucune structure organisationnelle, qu'elle soit associative<sup>7</sup> ou partisane<sup>8</sup>, b) ses deux fondateurs, ses candidats puis ses élus, tout particulièrement au niveau national ou européen, n'ont aucune expérience partisane préalable<sup>9</sup>, c) le M5S n'est entré pour l'instant dans aucune alliance locale<sup>10</sup> ou nationale avec d'autres partis, pour gagner une élection ou gouverner, d) ses députés et sénateurs à Rome depuis 2013 ont pris soin de rester ostensiblement en marge de toute alliance parlementaire<sup>11</sup>. De fait, selon toutes les sources disponibles, le M5S se trouve donc bien en

---

<sup>6</sup> Le seul parti important qui se déclare dès le départ contre le gouvernement Monti est la *Lega Nord* (LN -Ligue du Nord), mais elle est alors inaudible par l'opinion publique en raison des scandales qui viennent alors d'accabler son dirigeant historique Umberto Bossi et ses proches.

<sup>7</sup> En fait, la réunion fondatrice du parti en octobre 2009 à Milan est celle de listes des «Amis de Beppe Grillo», qui s'étaient déjà présenté aux élections locales auparavant. Ces listes, constituées par des individus qui s'étaient rapprochés localement parce qu'ils étaient lecteurs du blog de Beppe Grillo, n'ont elles-mêmes pas d'antécédent organisationnel connu à ce jour.

<sup>8</sup> Ni les deux fondateurs, ni les élus nationaux ou européens, ne sont connus pour avoir eu un engagement partisan. Pour se présenter à la députation pour le M5S en 2013, il fallait certifier ne pas être membre d'un autre parti. C'est d'ailleurs la principale clause qui interdit d'adhérer à cette «non-association».

<sup>9</sup> Cf. Lorenza Mosca, «The Movimento 5 Stelle and Social Conflicts: Between Symbiosis and Cooperation», in F. Tronconi (dir.), *op. cit.*, 2015, p. 153-177. Selon cet auteur, 63% des parlementaires élus en 2013 ne revendiquent aucun lien avec un mouvement social de quelque nature que ce soit. Si 37% ont donc un lien avec un mouvement social, ils sont une minorité négligeable à avoir eu un engagement partisan préalable, et seulement avec des partis minoritaires (écologistes, communistes, etc.) (p. 164). De fait, au niveau des polémiques médiatiques, il n'y a guère à citer que le fait que l'actuelle maire de Rome Virginia Raggi, comme jeune avocate, ait fait un stage dans le cabinet d'avocat de Cesare Previti, l'un des avocats de S. Berlusconi pour établir un lien entre les élus M5S connus du grand public et les partis traditionnels.

<sup>10</sup> Les victoires obtenues au second tour d'élections municipales le sont parfois parce qu'un camp traditionnel de la politique italienne essaye de faire perdre l'autre via une victoire du M5S, comme lors des élections municipales du printemps 2016 où la droite essaye ainsi de déstabiliser le centre-gauche au pouvoir, mais il n'existe jamais de discussions ou d'alliances formalisées.

<sup>11</sup> Le M5S a refusé l'alliance que le PD lui proposait à l'issue des élections de 2013. Depuis lors, il est resté dans l'opposition, et, même s'il participe à la vie parlementaire, il a pris soin de donner une image médiatique de lui-même comme d'un exclu de l'intérieur. Cf. l'étude consacrée par un cabinet de lobbying à l'activité des parlementaires du M5S entre 2013 et 2015, FB-Lab-FB & Associati, *Dentro o Fuori del Palazzo ? Il Movimento 5 Stelle in Parlamento*, 2016, [www.fbassociati.it/fblab/FBLAB-M5S.pdf](http://www.fbassociati.it/fblab/FBLAB-M5S.pdf), consultée le 28/03/17, et Fabio

*discontinuité avec tous les autres partis*<sup>12</sup>. Par ailleurs, même si la majorité de son électorat s'identifie soit à la gauche ou à la droite, il attire aussi des électeurs qui se déclarent eux-mêmes au-delà de cette division essentielle de la politique italienne. Le caractère composite de son électorat correspond bien au fait que, comme le revendique le M5S lui-même, ses propositions sont empruntées aussi bien aux registres habituels de la gauche qu'à ceux de la droite. Les tentatives académiques de classer le M5S sur l'axe droite-gauche aboutissent d'ailleurs à valider cette ambiguïté, même si une orientation à gauche des élus nationaux et européens de 2013 et 2014 se dessine<sup>13</sup>.

Surtout, au-delà de sa proximité plus ou moins grande avec des thèmes chers à la gauche ou à la droite, le discours du M5S –ou plutôt les obsessions du M5S – synthétisent l'ensemble des impasses communément perçues par le grand public de la période dite de la IIème République (1993-2013). En particulier, la centralité de la lutte contre la corruption des politiciens dans tout le discours du M5S indique l'inscription de ce dernier dans les obsessions italiennes les plus communes, et officiellement les plus partagées par tous les acteurs du système politique. De ce fait, ce parti qualifié de « populiste » - donc implicitement de déstabilisateur pour le système politique italien - se contente de radicaliser des attentes communes - et sans doute irréalistes en l'état<sup>14</sup>. Il en est d'ailleurs de plus en plus souvent la première victime, puisque ses propres élus n'arrivent pas à adopter le comportement parfait de la part d'élus du peuple que tout le monde en Italie est censé vouloir. L'exemple le plus évident de cette difficulté, pour ne pas dire de cette impasse, n'est autre que la manière dont se sont déroulés les premiers mois de la nouvelle maire de Rome, Virginia Raggi, élue en juin 2016. Pour la presse, les scandales ont succédé aux scandales.

La présente communication s'organisera en trois parties. Dans un premier temps, nous rappellerons au lecteur les impasses de la IIème République italienne (1993-2013), car elles expliquent le discours tenu par le M5S et sa prise sur le public, mais aussi le piège de la « pureté » dans lequel il s'est largement enfermé. Dans un second temps, nous tenterons de montrer que la présence du M5S dans le jeu politique a déclenché un travail de contre-feu en matière de politiques publiques de la part des autres partis, mené essentiellement en pratique depuis 2014 par le *Partito democratico* (PD – Parti

---

Bordignon et Luigi Ceccarini, « The Five-Star Movement: a hybrid actor in the net of state institutions », *Journal of Modern Italian Studies*, 2015, 20/4, p. 454-473.

<sup>12</sup> Inversement, tous les autres partis concurrents présents dans la vie politique italienne – malgré les incessants changements de noms et de périmètres de la plupart d'entre eux depuis plus de deux décennies - peuvent être référés à des racines partisans parfois très anciennes. Des dirigeants d'autres partis, connus du grand public dès le début des années 1990, ont souvent commencé leur carrière dans les années 1970 – et, pour les plus anciens, dans les années 1960, voire 1950. B. Grillo, né en 1948, aurait de fait l'âge d'être dans la moyenne biographique de ces derniers.

<sup>13</sup> Cf. les données rassemblées par N. Conti et F. Tronconi, *op. cit.*, 2016.

<sup>14</sup> Elles sont irréalistes au sens où les dirigeants du M5S n'ont apparemment aucune réflexion à faire valoir sur l'histoire longue de l'Etat italien et de son droit, qui explique largement la « corruption » actuelle.

démocratique) sous la direction de Matteo Renzi. Dans un troisième temps, nous montrerons que les initiatives du M5S, qu'il a pu prendre de manière autonome, ne dérangent en rien le fonctionnement général de la société italienne, bien au contraire, et en font plutôt une force stabilisatrice de l'ordre social en vigueur.

## **I. L'enracinement historique du M5S dans les impasses de la «Seconde République » (1993-2013)**

L'existence et l'importance qu'a prise dans le jeu politique italien un parti tel que le M5S seraient largement inexplicables et incompréhensibles sans les impasses qu'a connu la « Seconde République » (1993-2003)<sup>15</sup>.

L'expression de « Seconde République », appliquée au cas italien, ne correspond pas à un changement constitutionnel qui se serait effectué à l'aube des années 1990. En effet, la Constitution républicaine de 1948 reste en vigueur, et, en dépit des tentatives réitérées de grands changements institutionnels, elle ne sera modifiée qu'à la marge au fil des années. La « Seconde République » correspond d'une part à une modification des modes de scrutin à (presque) tous les niveaux dans un sens majoritaire engagée en 1992 favorisant la gouvernabilité sur la représentativité au sein des assemblées, d'autre part à un renouvellement profond des partis en compétition qui écarterait en principe les corrompus de la vie politique.

La « Seconde République » s'établit en effet à la suite de la double crise des anciens partis de gouvernement pris dans « le scandale Mains propres » et de celle du principal parti d'opposition depuis 1948, le *Parti communiste italien* (PCI), subissant les conséquences de la chute du « Mur de Berlin ». La crise des années 1989-1993 semble ainsi annoncer un nouveau départ pour l'Italie où l'impossibilité de l'alternance entre majorité et opposition liée à la « Guerre Froide » serait dépassée pour entrer dans l'ère d'une démocratie majoritaire. Il serait même possible d'en finir avec la collusion entre la délinquance organisée (les diverses mafias) et les partis de gouvernement, comme le montrera par exemple la mise en examen au printemps 1993 pour lien avec la mafia sicilienne de Giulio Andreotti, un démocrate-chrétien plusieurs fois Président du Conseil depuis les années 1960.

---

<sup>15</sup> Il faudrait citer ici l'ensemble des histoires de l'Italie contemporaine parue depuis une dizaine d'années, produites soit par des historiens ou des politistes. Le ton en est unanimement négatif. L'auteur sans doute le plus en vue de ce point de vue est l'historien Guido Crainz, qui prétend faire remonter les maux des années 2010, aux échecs de la modernisation des années 1950-1970. Cf. dans une production pour le moins prolifique, Guido Crainz, *Storia della Repubblica. L'Italia della Liberazione a oggi*, Rome : Donzelli, 2016.

Un des aspects parfois oublié de cette promesse de renouveau du début des années 1990 n'est autre par ailleurs que la nécessité ressentie par les élites économiques italiennes – en pratique celle de la *Confindustria* et de la *Banca d'Italia* - d'adapter le pays à la nouvelle donne européenne créée par l'Acte Unique (1986), puis par le Traité de Maastricht (1992). Pour que l'Italie puisse rester concurrentielle dans le cadre du « Grand Marché » (1993) et préparer ensuite son entrée dans « l'Euro » prévue pour la fin de la décennie, il faut que le pouvoir politique, national en particulier, dispose des moyens de mettre en œuvre les réformes du « sistema Paese » (système Pays), comme on dit alors dans la presse conservatrice liée à ces milieux (*Il Sole 24 Ore, il Corriere della Sera, la Stampa*, etc.). Ajoutons que, dès ce moment, le niveau de la dette publique, accumulée par l'Etat italien, occupe les premières pages de la presse, en particulier sous la forme d'une inquiétude pour sa « note » selon les agences internationales de notation (*Moody's*, etc.) et l'écart de rendement entre titres italiens et titres allemands de dette publique (le *spread*). De fait, la Lire doit quitter le SME en septembre 1992, comme pour solder l'échec économique de la « Première République » et de ses élites politiques.

La promesse représentée par la « Seconde République » va se réaliser partiellement.

D'une part, la polarisation de la vie politique entre deux camps qui alternent au pouvoir va s'opérer. En effet grâce à la « descente sur le terrain » de Silvio Berlusconi en janvier 1994, le camp modéré va se reconstituer autour de sa personne et y inclure presque toute l'extrême-droite. Ce camp berlusconien va s'opposer de manière pérenne à l'alliance de centre-gauche formée entre les héritiers de la gauche de la Démocrate-Chrétienne (1943-1992) et celle de la majorité du Parti communiste italien (1922-1990). Au fil des années et des élections, les deux camps changeront de nom, s'élargiront à de nouveaux alliés, tenteront même de former des partis uniques de part et d'autre à la manière nord-américaine, ou se rétracteront sur leurs noyaux durs, mais, sans conteste, on sera désormais *avec* ou *contre* Berlusconi. Cette bipolarisation se retrouvera de plus à tous les niveaux électifs (communes, provinces, régions).

D'autre part, sans doute facilité par la dévaluation majeure de la Lire de l'automne 1992 qui relance les exportations italiennes pour une dizaine d'années, des réformes seront effectivement faites par les gouvernements successifs qui permettront à l'Italie de participer dès son lancement à la zone Euro en 1998-2002. Le spectre d'une Italie repoussée en « série B » de l'Union européenne sera ainsi exorcisée, pour un temps au moins. Au niveau local, les maires élus à travers le nouveau mode de scrutin majoritaire en vigueur dès la fin de 1992 et disposant de plus grands pouvoirs qu'auparavant sur leur administration sembleront un temps à même de résoudre bien des problèmes de la vie quotidienne et du développement économique, y compris dans des contextes marqués par la présence de la criminalité organisée comme Naples, Palerme ou Catane.

Cependant, la « Seconde République » va complètement échouer à réaliser ses promesses initiales en matière de « moralisation de la vie publique » et de lutte contre la corruption. La contradiction y est en effet, dès le départ, patente, puisque la première élection de la « Seconde République » (1994) permet à un Silvio Berlusconi d'accéder au pouvoir. Or ce dernier, comme principal entrepreneur des télévisions privées en Italie dans les années 1970-80, a déjà été en conflit avec la justice à ce propos, et ce n'est que, grâce à une intervention politique de son ami, le socialiste milanais Bettino Craxi, alors Président du Conseil, qu'il les a sauvés. De fait, S. Berlusconi, quelques semaines après être devenu Président du Conseil, essaye au cours de l'été 1994 de faire voter une loi d'amnistie pour les faits de corruption concernant ses anciens amis politiques. Il échouera face à l'opposition de ses propres alliés d'extrême-droite, et, dès décembre 1994, il sera lui-même inculpé pour la première fois, provoquant la chute de son gouvernement. Depuis lors, et *sans aucune interruption*, qu'il soit dans l'opposition ou au pouvoir, ce dernier sera en conflit avec la justice italienne (les « juges rouges »), qu'il accusera à d'innombrables reprises de participer à un complot à son encontre. Ce conflit l'amènera en particulier lorsqu'il reviendra au pouvoir entre 2001 et 2006 à essayer de dépénaliser la « criminalité en col blanc » pour profiter lui-même de la clémence ainsi votée par sa propre majorité parlementaire.

Parallèlement à ce conflit entre S. Berlusconi et la magistrature, force est de constater une remontée au fil des années dans l'agenda médiatique des affaires de corruption qui touchent tous les partis et tous les niveaux de gouvernement. Cette corruption peut être elle-même divisée en deux aspects.

D'une part, les politiciens ont usé de tous les moyens légaux à leur disposition pour augmenter les moyens économiques à leur disposition, soit comme personnes, soit comme organisations. Alors même qu'un référendum abrogatif avait déjà annulé le financement public des partis en 1993, signalant ainsi la volonté populaire de faire reposer les partis exclusivement sur la générosité privée, ceux-ci ont réussi à le préserver subrepticement au nom du remboursement des campagnes électorales, et même à l'augmenter tellement au fil des années que certains partis, pour cause d'interruption de leur activité politique, se sont retrouvés avec des sommes substantielles dont plus personne ne savait que faire. Plus généralement, au fil des décennies, les politiciens ont accumulé à tous les niveaux de gouvernement<sup>16</sup> des avantages sans contrôle autre que leur propre bonne volonté. Cette gabegie, pour légale qu'elle soit, finit par être dénoncée dans le livre *La Casta* des journalistes

---

<sup>16</sup> Les élus régionaux du nord au sud du pays s'illustreront en particulier par une série de scandales, aux relents parfois pasoliniens. L'image d'efficacité de l'institution régionale accumulée depuis les années 1970 en a été largement affectée, au point de rendre possible la tentative de recentralisation contenue dans la récente réforme constitutionnelle (repoussée cependant par les électeurs le 4 décembre 2016).

du *Corriere della Sera*, Gian Antonio Stella et Sergio Rizzo, paru au printemps 2007, qui en détaillent les principaux aspects<sup>17</sup>. Ce livre connaît de fait un immense succès de librairie de manière concomitante avec les premiers pas à l'automne 2007 de ce qui deviendra le M5S en 2009 – en particulier les premières manifestations dites de « V-Day » du 8 septembre 2007 organisées par B. Grillo pour stigmatiser les politiciens professionnels et leur corruption<sup>18</sup>.

D'autre part, la manipulation frauduleuse de la chose publique à fin d'enrichissement personnel des politiciens ne semble connaître d'autre limite que leur imagination en la matière. Elle s'accompagne du retour de la thématique de l'infiltration mafieuse dans les institutions, qui concerne désormais non seulement le sud, mais aussi la ville de Rome ou la Lombardie. Des gestions locales considérées un temps comme novatrices et efficaces sont alors relues comme ayant été liées à des compromis avec la criminalité organisée.

Surtout, au-delà de cette multiplication des affaires de corruption au sens large qui laisse à penser que rien n'a changé depuis les années 1980, sinon qu'on détourne désormais l'argent pour soi et ses plaisirs et non pas pour le parti, l'économie italienne connaît une crise, latente avant 2007, et évidente après 2008. L'OCDE vient ainsi d'officialiser début 2017 que l'Italie de 2016 a reculé à son PIB par tête de 1997. Le PIB italien se trouve donc encore en dessous de près de 10% de son sommet de 2007. Cette crise économique a particulièrement mis à mal les petites et moyennes entreprises, et par contrecoup, les banques dont dépendait leur financement, faisant du système bancaire italien l'un des plus en difficulté du monde occidental encore en 2017.

Surtout, cette crise économique a particulièrement touché les jeunes Italiens. Les statistiques sur le marché du travail sont en effet sans appel : ce sont les jeunes générations qui assument le poids de l'ajustement à la baisse des revenus et de la précarisation du statut des travailleurs. Cette crise économique finit elle-même par déboucher sur une crise démographique de reproduction de la société italienne – dans la mesure même où elle touche particulièrement les jeunes femmes. En effet, en 2015 et en 2016, selon l'ISTAT, il n'y a jamais eu aussi peu de naissances en Italie depuis l'Unité italienne en 1861. De fait, quelque que soit l'approche économique que l'on s'en donne, force est de constater que l'Italie connaît ses pires années en matière de croissance depuis des décennies, et qu'en plus cet échec apparaît particulièrement patent au sud, dans cette partie du pays qui connaît des difficultés de manière récurrente depuis 1861.

---

<sup>17</sup> Cf. Gian Antonio Stella et Sergio Rizzo, *La casta. Così i politici italiani sono diventati intoccabili*, Milan : Rizzoli, 2007 ?

<sup>18</sup> Cf. pour une analyse sémiologique des V-Day dans l'histoire du M5S, Laura Santone, « Quand la politique tire la langue. Le Vaffa Day du M5S (Movimento 5 Stelle) », *Mots*, n°106, 2014, p. 87-103.

Les alternances successives, la corruption des politiciens de toutes obédiences au double sens du terme donné plus haut, et les difficultés économiques et sociales permettent de saisir comment le message du M5S va prendre auprès de l'électorat, mais aussi comment il se limite lui-même. Puisque les électeurs italiens ont successivement porté au pouvoir depuis 1994 les représentants de toutes les idéologies du XXème siècle (de l'extrême-gauche à l'extrême-droite), il s'agit de leur proposer quelque chose de radicalement autre et de refuser tout lien avec ce passé désormais honni. Puisque tous les politiciens de toutes les idéologies et de tous les partis ont été trop avantagés, ou carrément corrompus, le M5S propose de dé-professionnaliser la politique et de ramener les élus à la norme commune<sup>19</sup>. Ne pas être corrompu et plus généralement respecter la loi est censé résoudre la plupart des problèmes de l'Italie, ou d'une collectivité locale qu'il s'agit de mieux gérer. Cependant, cette mise en avant de lutte contre la corruption ou du respect de la loi en vigueur peut correspondre aussi à une absence de stratégie originale de développement. Surtout, la narration qui se développe autour de l'action de telle ou telle mairie conquise par le M5S depuis 2012 est facilement limitée par les médias à la seule question de la corruption ou non des élus M5S. Cette particularité est bien illustrée par le cas de Rome : depuis son élection en juin 2016, l'action de Virginia Raggi et de sa majorité municipale n'est relayée dans les médias qu'à travers des scandales aux ramifications sans fin. En mettant plus en avant sa volonté de rompre avec le passé de corruption que l'on dénonce lors de sa campagne électorale que des projets pour ville qu'on veut gérer, l'on crée soi-même les conditions d'un débat public sur son action qui ne portera que sur son honnêteté ou son respect des règles en vigueur.

Cet attrait et cette faiblesse liée se retrouvent à un niveau plus général. Selon le discours du M5S présent sur son blog en particulier, le bien de l'Italie ne saurait venir que d'un respect de la volonté populaire. Parallèlement à cette revendication d'incarner une volonté générale qui ne saurait errer et qui peut désormais s'exprimer facilement grâce à l'outil Internet<sup>20</sup>, et celle de donner ainsi à tous les membres du M5s le même poids dans la décision – autant d'éléments qui rapprochent le M5S des *Partis pirate* du nord de l'Europe-, met toutefois en avant un certain nombre de revendications en matière de politique publique. Celles-ci se divisent en deux groupes au sort distinct.

D'une part, il y a celle qui sont tout à fait similaires à celles qui sont portées ailleurs en Europe, ou en Italie même, par des mouvements sociaux d'obédience écologiste ou altermondialiste<sup>21</sup>. Toute

---

<sup>19</sup> Les premières manifestations de masse et initiatives liés au blog de B Grillo, avant même la création du M5S, vont toutes dans ce sens de dé-professionnaliser la vie politique et d'en exclure les corrompus. L'activité parlementaire des élus du M5S après 2013 continuent ce combat, ce qui permet de réitérer à chaque fois la spécificité fondatrice du M5S.

<sup>20</sup> La référence à Jean-Jacques Rousseau est d'autant plus revendiquée par le M5S que son propre système de démocratie digitale s'appelle actuellement « Rousseau ».

<sup>21</sup> Au niveau le plus général, le M5S fait partie des partis qui croient au changement climatique, cf. Karin Möhler Grégory Piet, Edwin Zaccàï , « Changement climatique et familles politiques en Europe », *Courrier*

une série de personnes qui s'engageront ensuite, ou parallèlement, dans le M5S proviennent des protestations localisées contre les « opere inutile » (œuvre inutiles), dont les deux plus célèbres sont, d'une part, le tunnel ferroviaire franco-italien en Vallée d'Aoste et au Piémont (« mouvement no-TAV ») et, d'autre part, le pont sur le détroit de Messine en Sicile et en Calabre. Elles ont aussi participé à la lutte référendaire en 2009 pour défendre la non-privatisation des réseaux publics d'eau potable. Les programmes locaux et nationaux du M5S correspondent donc à ces aspects écologiques, ou de défense « NIMBY » du territoire si l'on veut, mais aussi à une défense finalement classique des services publics. La raison pour laquelle le M5S ne se définit pourtant *aucunement* comme un parti écologiste ou « vert », alors qu'il y ressemble sans l'ombre d'un doute par une bonne part de son programme, tient entièrement au fait que nous venons de rappeler que les représentants partisans de toutes les idéologies, *y compris de l'écologie politique*<sup>22</sup>, ont eu l'occasion depuis le début des années 1990 de montrer en ayant l'occasion de gouverner leur corruptibilité ou leur incapacité à résoudre les problèmes du pays.

D'autre part, il existe un groupe de revendications, qui apparaissent d'une nature telle qu'elles se prêtent à une récupération de la part des autres partis dans la mesure même où elles correspondent effectivement à des problèmes plus largement admis par l'opinion publique italienne que ceux liés à l'écologie : corruption de la classe politique, pauvreté, état du marché du travail, place des jeunes précarisés sur ce dernier, rôle des banques dans l'économie, place de l'Italie dans la zone Euro, etc.

De fait, même si les premières revendications existent bel et bien au niveau local, et sont souvent soutenues par B. Grillo en personne sur son blog ou sur le terrain, le débat national qu'engage le M5S, et avant lui le blog de B. Grillo, porte essentiellement sur ce second groupe de revendications, qu'il tend de fait à porter successivement à l'attention du public italien. Or ces secondes revendications

---

*hebdomadaire du CRISP 2015/12 (n° 2257), p. 5-52, en particulier p.33 : « Le M5S se dit favorable à une politique énergétique visant la réduction des émissions CO2. On peut en conclure que cette position vise à lutter contre le réchauffement climatique, que le parti reconnaît dès lors implicitement (catégorie D). En matière de politique énergétique, le M5S met l'accent sur une amélioration de l'efficacité de la production énergétique et de son utilisation, notamment dans les bâtiments, les appareils domestiques et les machines industrielles. Pour diminuer les émissions de CO2, le parti propose entre autres de réduire l'impact environnemental des centrales électriques existantes, d'utiliser les énergies renouvelables sur une base décentralisée, de développer les biocarburants à des fins énergétiques et de produire du biogaz par la fermentation des déchets organiques. »* Il est donc en désaccord sur ce point avec l'autre grand parti fondateur de son groupe au Parlement européen, l'UKIP, fortement climatocéptique.

<sup>22</sup> L'un des éléments manquants dans la littérature pour expliquer l'existence et la percée du M5S nous paraît être ainsi une histoire de l'écologie politique en Italie sous ses aspects partisans qui expliquerait comment et pourquoi les Verts italiens passent d'une espérance dans les années 1980 (avec un référendum gagné contre le nucléaire en 1987) à une inexistence de plus en plus prononcée dans les années 2000-2010. Il est vrai que la littérature politiste préfère plus travailler sur ce qui réussit ou fait peur que sur ce qui échoue ou ne fait pas peur.

dans le contexte italien sont de fait beaucoup plus partagées par l'opinion publique que les premières, et elles justifient dans une large mesure qu'on puisse parler de « populisme » à propos du M5S au sens d'attention aux courants majoritaires de l'opinion publique. Nous ne parlerons que de ce second groupe de revendications dans la seconde partie.

## II. Le M5S ou le plagiaire plagié.

Dès le début de 2012, la montée en puissance électorale du M5S aux prochaines élections générales probablement anticipées avait été bien anticipée par les sondages, les élections locales et les nombreuses recherches menées dès ce moment par les universitaires italiens, mais aussi par certains hommes politiques italiens qui vont essayer de s'inscrire dans le même mouvement d'opinion de critique des partis et de besoin de renouvellement des politiques publiques. C'est bien sûr Matteo Renzi qui va essayer le premier de répondre aux mêmes attentes que celles qu'exprime le vote possible pour le M5S, et avec le plus de succès.

Ce jeune politicien<sup>23</sup> du *Partito democratico* (PD – Parti démocrate), issu de son aile post-démocrate-chrétienne, adepte des réseaux sociaux, Maire de Florence depuis 2009 après avoir été Président de la Province de Florence depuis 2004, se présente en 2012 aux élections primaires organisées par l'alliance électorale formée autour du PD, pour désigner le candidat de cette dernière aux élections anticipées à venir. Il utilise dès ce moment le thème de la « rottamazione » (mise au rebut) de toute la classe politique, qu'il a élaboré depuis 2010, en commençant par celle de son propre parti. Il perd cependant nettement ces primaires. Il participe (mollement) début 2013 à la campagne électorale de son vainqueur, Pier Luigi Bersani, un ancien membre du PCI, déjà ministre dans les années 1990-2000. Or la coalition du PD perd de fait l'élection, car, si elle est arrivée en tête à la Chambre des députés, elle ne dispose pas de majorité au Sénat en raison de la percée du M5S, nécessaire à la formation d'un gouvernement en régime de bicaméralisme parfait. M. Renzi et ses proches en profitent donc pour délégitimer P. L. Bersani et le groupe dirigeant du PD dans les semaines qui suivent l'élection de février 2013, marqué par la difficile élection d'un Président de la République. Une fois l'ancienne direction du PD liquidée, M. Renzi soutient la formation du gouvernement d'union nationale sous la direction d'Enrico Letta, un autre jeune dirigeant du PD. Un nouveau scrutin est organisé en 2013 par le PD pour désigner son nouveau leader et sa nouvelle majorité : Matteo Renzi l'emporte

---

<sup>23</sup> Ayant eu très jeune des responsabilités partisans d'abord, institutionnelles ensuite, il s'agit donc sans aucun doute d'un « professionnel de la politique » de la même génération que les élus du M5S après 2013.

alors nettement à la fois chez les électeurs et chez les militants du PD. En février 2014, il se substitue par un coup de force extraparlémentaire à E. Letta à la Présidence du Conseil.

La rhétorique de M. Renzi apparaît tout au long de son ascension et de son exercice du pouvoir comme un double de celle du M5S<sup>24</sup>.

a) Le point de contact le plus évident n'est autre que le discours tenu de part et d'autre sur la forme-parti<sup>25</sup> et les coûts de la politique. Les deux discours tiennent pour acquis que la forme-parti est dépassée et que la politique coûte trop cher aux citoyens. Le M5S entend démontrer à travers sa propre organisation et sa manière de communiquer qu'il est possible d'exister électoralement à coût nul ou presque, sans organisation et sans professionnels de la politique. Il propose ainsi la suppression totale de tout financement public de la vie partisane, et la réduction drastique des salaires versés aux élus. De fait, dès son entrée sur la scène politique nationale en 2010, une fois devenu Maire de Florence, Matteo Renzi avait repris l'idée d'un « parti léger », telle qu'elle avait d'ailleurs été déjà promue par le premier dirigeant du PD, Walter Veltroni, en 2008. La volonté de M. Renzi et de ses proches de liquider ainsi toutes les vieilles gardes qui s'étaient regroupées dans un PD, héritier à la fois du PCI et de la DC, tient aussi à la clientèle électorale de classes moyennes et supérieures qu'il vise dès ce moment qui n'est sans doute pas celle encartée de longue date et liée aux syndicats ouvriers.

Dans leurs réformes, les gouvernements Letta puis Renzi vont donc prétendre qu'ils sont en effet en train de réduire les coûts de la politique. Le débat entre le M5S et la majorité autour du PD ne porte alors jamais sur le sens et la nécessité de cette dernière, mais simplement sur le rythme et l'effectivité des mesures prises pour couper les vivres aux partis politiques et réduire le train de vie des élus. Nous parlons à ce sujet de « plagiaire plagié », parce qu'historiquement, ce n'est pas du tout le M5S qui invente cette thématique « antipartis ». Celle-ci remonte au moins aux années 1970, et elle avait même déjà été validée par un référendum abrogatif du financement public des partis en 1993. Toutefois, c'est la présence du M5S dans l'arène électorale qui oblige la majorité parlementaire formée autour du PD à suivre cette ligne. Cette thématique est tellement devenue évidente que la réforme constitutionnelle votée par le PD et ses alliés, présentée à l'aval des électeurs lors du référendum du 4 décembre 2016, comprenait parmi ses arguments de promotion auprès de l'électorat le gain que

---

<sup>24</sup> Cf. pour une vision critique du « renzisme » lu comme « populisme de gouvernement », Marco Revelli, *Dentro e contro. Quando il populismo è di governo*, Bari : Laterza, 2015, ou surtout, R. Biorcio, *op. cit.*, 2015, en particulier le chapitre 6, « Un 'rottamatore' alla conquista dei moderati di centro e destra », p. 123-144.

<sup>25</sup> Par forme-parti, nous entendons essentiellement deux aspects : le parti comme organisation « rationnelle-légale » fortement hiérarchisée à la manière des pouvoirs publics du niveau local au niveau national, et le parti comme lieu de carrières professionnelles pérennes. La forme la plus pure de cette forme-parti est bien évidemment le PCI de l'immédiat après-guerre, copié par tous ses concurrents.

représenterait le fait de ne plus élire les sénateurs, et donc de ne plus avoir à les payer puisque leurs remplaçants dans le nouveau Sénat le seraient déjà par les régions ou les villes qui les désigneraient.

Par ailleurs, au-delà même de l'affrontement sur ce point entre le PD de Renzi et le M5S de Grillo, le dé-financement en cours de la vie partisane fait désormais partie de la vie interne de tous les partis et en définit les coordonnées. Certains partis en rajoutent d'ailleurs : ainsi le nouveau dirigeant de la *Lega Nord* (LN - Ligue du Nord), le plus vieux parti italien par bien des côtés<sup>26</sup>, Matteo Salvini, a saisi l'occasion des difficultés financières impliquées par ces réformes en cours pour liquider en 2014-2016 toute l'administration centrale et tous les médias partisans patiemment bâtis par son prédécesseur, Umberto Bossi, depuis 1989<sup>27</sup>, au profit de sa seule propre présence permanente sur les réseaux sociaux et lors de meetings incessants sur le territoire italien. M. Salvini, à la ligne très contestable du point de vue de l'histoire de la LN<sup>28</sup>, en a de fait profité pour liquider toute opposition interne à sa ligne. La LN se présente en tout cas comme un parti presque semblable au M5S du point de vue de son organisation.

b) Sur la zone Euro, B. Grillo se montre pour le moins critique lors des campagnes électorales de 2012/13 et de 2014. Il est d'ailleurs identifié de ce fait par la presse dominante, italienne comme européenne, comme un « eurosceptique » à contrer<sup>29</sup>. Cette perception est validée par l'alliance du M5S au Parlement européen avec l'UKIP pour former un groupe parlementaire au lendemain des élections européennes de mai 2014<sup>30</sup>. Lors des campagnes électorales de 2012-14, B Grillo demande en effet en qu'un référendum soit organisé sur l'avenir de l'Italie au sein de cette dernière, et le M5S semble toujours demander un tel référendum. On pourrait penser à première vue que cette prise de position éloigne fortement le M5S des autres forces politiques italiennes. Elle s'avère en tout cas en phase avec une opinion publique italienne de plus en plus dubitative sur les vertus de l'Union européenne et de la zone Euro. Là encore, ce n'est pas le M5S qui invente cette désaffection des Italiens pour l'UE et l'Euro. Celle-ci dépend d'une déception plus large, perceptible dès le début des années 2000, ensuite renforcée par la gestion de la crise économique depuis 2011 avec le choix d'un

---

<sup>26</sup> Créé en 1991, il n'a presque pas changé de nom et de symbole depuis lors.

<sup>27</sup> Pour l'alors Ligue Lombarde, membre de l'Alliance du Nord, qui précède la Ligue du Nord.

<sup>28</sup> M. Salvini a fait le pari de transformer la LN régionaliste en un parti nationaliste italien implanté sur tout le territoire. Il s'est du coup rapproché de l'extrême-droite issues du fascisme, très présente à Rome et au sud du pays. Il a rejoint l'alliance européenne autour de Marine Le Pen, qu'il a invitée à un meeting à Milan.

<sup>29</sup> Cf. la double page du *Monde* consacré le jeudi 23 mars 2017 à « Soixante ans d'Union 3/5 Les démolisseurs », où B. Grillo a droit à une photo inquiétante (p. 17) et à un court article de Jérôme Gautheret, « Les contorsions de l'ancien humoriste Beppe Grillo » (p. 17), à côté d'articles consacrés à Viktor Orban et Boris Johnson. Le voilà donc habillé pour l'hiver comme on dit !

<sup>30</sup> La tentative d'alliance avec Guy Verhofstadt au printemps 2017 lors de l'élection pour la présidence du Parlement européen a été vue par toute la presse comme le signe de l'immaturité politique de B. Grillo.

« choc d'austérité » sous le gouvernement Monti qui a provoqué une nouvelle récession marquée de l'économie italienne dont celle-ci sort difficilement dans les années suivantes.

Cependant, là encore le M5S apparaît comme un plagiaire plagié. En effet, le PD sous la direction de Matteo Renzi prend là aussi une position de double de celle du M5S. Lors de la campagne pour les européennes de 2014, Matteo Renzi, quoiqu'à la tête d'un parti sans l'ombre d'un doute pro-européen, demande aux électeurs italiens de l'appuyer pour que, fort de leur appui, il aille porter à Bruxelles, et aussi à Berlin, une forte critique à l'encontre du fonctionnement de la zone Euro et de l'austérité budgétaire qu'entendent y faire régner les dirigeants allemands conservateurs et leurs alliés. La victoire électorale de M. Renzi, avec son score à 40,8% et la contre-performance du M5S avec un score moitié moindre, témoignent à la fois de l'influence de la rhétorique anti-austérité qu'a porté le M5S depuis l'automne 2011, et de sa récupération par M. Renzi. Fort de ce succès électoral, le gouvernement Renzi a ensuite effectivement essayé de desserrer l'étau de l'austérité, comme l'ont montré les polémiques récurrentes avec Berlin et Bruxelles, mais il n'a guère été considéré comme efficace sur ce point par l'opinion publique. M. Renzi a multiplié de nouveau les critiques à l'encontre de l'austérité européenne *in extremis* à la veille du référendum constitutionnel du 4 décembre 2016 pour montrer qu'il avait bien compris sur ce point l'opinion publique, mais sans réussir à renouveler le succès du printemps 2014<sup>31</sup>. Sa défaite entraîne sa démission. Il est immédiatement remplacé par un autre cadre du PD, son propre Ministre des affaires étrangères, Paolo Gentiloni, qui réitère à peu de choses près le même gouvernement et s'appuie sur la même majorité<sup>32</sup>. Ce dernier reprend la critique, certes polie et diplomatique, de l'austérité européenne en vigueur.

De fait, en 2017 comme en 2014, tous les grands partis italiens sans exception se montrent critiques du fonctionnement de la zone Euro, et le seul parti explicitement pro-européen en ce sens lors des élections de 2013<sup>33</sup> a disparu de l'avant-scène politique. Le M5S n'est plus du coup que l'un des acteurs partisans critiques du fonctionnement de la zone Euro en Italie. Il semble du coup un peu délaisser ce terrain qui ne lui permet plus de se distinguer radicalement<sup>34</sup>. Ce sont du coup d'autres, à droite surtout, qui ont récupéré<sup>35</sup> cet enjeu : la *Ligue du Nord* de Matteo Salvini retrouvant au passage

---

<sup>31</sup> Il lui fallait en effet passer la barre des 50% de oui à la réforme constitutionnelle, et pas seulement rassembler comme en 2014 un peu plus de 40% des suffrages exprimés.

<sup>32</sup> Toutefois, contrairement au moment de la naissance du gouvernement Renzi en février 2014, S. Berlusconi se situe clairement dans l'opposition, rejoignant ainsi le reste des droites sur cette position.

<sup>33</sup> Le parti « Scelta Civica » (SC – Choix civique) créé par Mario Monti, lorsqu'il quitte le pouvoir fin 2012.

<sup>34</sup> Dans un éditorial du 27 mars 2017, Massimo Giannini dans *la Repubblica* se fait un plaisir de souligner l'indécision du M5S sur ce point en citant les différentes prises de position repérables au fil du temps, cf. [http://www.repubblica.it/politica/2017/03/27/news/la\\_babele\\_m5s\\_nel\\_pianeta\\_dell\\_euro-161497196/](http://www.repubblica.it/politica/2017/03/27/news/la_babele_m5s_nel_pianeta_dell_euro-161497196/), consulté le 28/03/17.

<sup>35</sup> Il s'agit bien d'une récupération d'un enjeu délaissé : la droite italienne dans toutes ses composantes est dès le début des années 2000 plus critique de l'Union européenne et de la zone euro que le centre-gauche, mais

son anti-européisme radical des années 1999-2001, les nouveaux néo-fascistes de *Fratelli d'Italia* (Frères d'Italie), ou même le géronte Silvio Berlusconi qui essaye d'exister encore comme chef de toutes les droites en proposant début 2017 un retour à la Lire parallèle à la poursuite de l'Euro, sans compter la poursuite d'une critique de gauche de l'Union européenne et de la zone Euro, déjà bien présente lors des élections européennes de 2014 avec la présentation de la liste *l'Autre Europe avec Tsipras*.

Plus généralement, cette ambiguïté du M5S sur le sort à réserver à la zone Euro correspond au fait que le M5S plaide pour une « normalisation » de l'Italie en terme de civilisation, de mœurs, de civisme. Or, en Italie, depuis 1861, si l'on peut dire, le civisme est toujours « au nord » (Royaume-Uni, France, Etats-Unis selon les époques). Il est donc très difficile pour le M5S de chercher une rupture nette avec le « nord », incarné par « l'Europe » depuis de décennies, que, de fait, il s'agit d'imiter par bien des aspects centraux de son programme, absence de corruption des élus ou plus grand souci de l'écologie pour ne citer que ces deux aspects.

c) Un autre point de programme qui fait du M5S un plagiaire plagié n'est autre que celui du revenu minimum d'existence. C'est en effet un lieu commun établi de longue date – au moins depuis les années 1980- que le système de protection sociale italien manque d'un revenu donné en dernier recours aux personnes sans revenus en âge de travailler. Cette absence a longtemps été compensée par la solidarité familiale, par la famille dont le grand sociologue britannique de l'Italie, Paul Ginsborg, disait encore au début des années 1990, qu'elle demeurait l'institution majeure du pays. Certains ont pu interpréter par ailleurs la multiplication des « pensions d'invalidité » versées par l'INPS (la Sécurité sociale italienne) dans certaines régions déshéritées du sud du pays comme un substitut, à la fois clientéliste et indispensable, à cette absence d'un tel revenu minimum.

Lorsque le M5S inscrit dans son programme de 2013 un « revenu de citoyenneté »<sup>36</sup>, autrement dit un revenu minimum d'existence d'un niveau décent, il reprend donc un filon exploré bien avant lui. Par ailleurs, l'augmentation de la pauvreté, voire de la misère, dans l'Italie d'après 2008 est amplement documentée par tous les organismes en charge de décrire la société italienne. Cette augmentation de la pauvreté apparaît particulièrement nette dans le sud. Est-ce alors totalement un hasard si l'une des premières mesures du gouvernement Gentiloni, a été de faire voter en mars 2017

---

elle a en pratique abandonné cette posture en étant au pouvoir (2001-2006, 2008-2011) et en soutenant pour la majorité de ses composante les gouvernements d'union nationale (2011-2014).

<sup>36</sup> Cf. la présentation de la campagne menée de nouveau sur ce point par le M5S en 2015, [http://www.beppegrillo.it/marcia\\_perugia\\_assisi/index.html](http://www.beppegrillo.it/marcia_perugia_assisi/index.html), et pour les détails de la mesure proposée, [http://www.beppegrillo.it/marcia\\_perugia\\_assisi/faq.html](http://www.beppegrillo.it/marcia_perugia_assisi/faq.html), consultés le 28/02/17.

l'introduction, certes encore entièrement à définir dans ses détails par décrets législatifs, d'un « revenu d'inclusion active » (RIA) dans le cadre d'un Plan national de lutte contre la pauvreté, prenant lui-même la suite de mesures expérimentales allant dans le même sens initiées à l'automne 2016 ? Ce « revenu d'inclusion active » ressemble sans grande surprise à tous les dispositifs similaires présents dans l'Europe communautaire qui allient aide au revenu et obligation de rechercher activement un emploi, sauf qu'il privilégie pour l'instant les seules familles avec enfants<sup>37</sup>. Les difficultés principales de mise en œuvre tiennent, d'une part, à l'existence d'autres dispositifs déjà là de lutte contre la pauvreté, et, d'autre part, à l'absence de financements disponibles dans le cadre très contraint du budget de l'Etat italien<sup>38</sup>.

Le M5S critique bien sûr le caractère trompeur, inabouti, démagogique et insuffisant de la mesure<sup>39</sup>, mais il reste que, là encore, c'est sans doute sa présence dans l'arène politique qui a inspiré à la majorité la volonté de l'adopter<sup>40</sup>. La mesure ressemble d'autant plus à un contre-feu à la poussée électorale du M5S dans les parties déshéritées du pays qu'elle intervient juste après le référendum du 4 décembre 2016 qui a largement été perdu dans ces mêmes régions. Par ailleurs, cette mesure « populiste », au sens où elle coûtera à un Etat italien surendetté, n'aura aucune influence délétère ou révolutionnaire sur le fonctionnement de la société italienne. Bien au contraire.

En conclusion de cette partie, puisque la question posée par la section reposait largement sur l'influence de la présence de partis populistes dans l'arène électorale et parlementaire, il nous semble que, pour l'heure, le cas du M5S dans sa fonction « tribunicienne » illustre celui d'une influence *centripète* sur les politiques publiques votées plus que *centrifuge*. L'action « tribunicienne » du M5S tend en effet à amener les majorités en place, elles-mêmes alliant tout le centre-gauche et une partie du centre-droit depuis 2013, à aller (lentement ou même fallacieusement) vers des politiques largement approuvées par l'opinion publique italienne, *et surtout envers lesquelles il n'existe pas d'opposition frontale dans l'espace public*. Les valeurs affichées par le M5S sur ces points précis se

---

<sup>37</sup> L'obligation de scolarisation et de vaccination des enfants des parents concernés par l'aide ainsi accordée sous condition stricte de ressources est peut-être plus originale.

<sup>38</sup> Cf. <http://www.ilgiornale.it/news/politica/libera-di-povert-arriva-reddito-inclusione-1373256.html>, <http://www.guidafisco.it/reddito-di-cittadinanza-cose-come-funziona-a-chi-spetta-requisiti-1650>, <http://www.studiocataldi.it/articoli/25609-in-vigore-il-reddito-di-inclusione.asp> <http://www.secoloditalia.it/2017/03/il-governo-approva-il-reddito-di-inclusione-ma-e-solo-lennesimo-clamoroso-bluff/> [http://www.repubblica.it/economia/2017/03/08/news/reddito\\_inclusione\\_contrasto\\_poverta\\_-160031739/](http://www.repubblica.it/economia/2017/03/08/news/reddito_inclusione_contrasto_poverta_-160031739/) <http://www.ilsole24ore.com/art/notizie/2017-03-09/ddl-poverta-ok-senato-138-si-e-legge-123308.shtml>

<sup>39</sup> [http://www.ilblogdellestelle.it/20\\_miliardi\\_per\\_le\\_banche\\_1\\_per\\_i\\_poveri\\_gentiloninonmifregghi.html](http://www.ilblogdellestelle.it/20_miliardi_per_le_banche_1_per_i_poveri_gentiloninonmifregghi.html) [http://www.ilblogdellestelle.it/per\\_sconfiggere\\_la\\_poverta\\_votatereditodicittadinanzam5s.html](http://www.ilblogdellestelle.it/per_sconfiggere_la_poverta_votatereditodicittadinanzam5s.html), consultés le 28/03/17.

<sup>40</sup> Ou simplement de faire semblant d'aller plus loin que les mesures déjà prises, si l'on suit la thèse du M5S sur le caractère fallacieux de cette mesure.

veulent en effet consensuelles, pour ne pas dire banales. Qui peut être dans l'Italie de 2013-2017 contre la transparence de la vie partisane et l'honnêteté des élus ? Qui peut vouloir une zone Euro qui continuerait à affaiblir à petit feu l'économie italienne, à encourager l'émigration des jeunes Italiens, et à désespérer la société italienne ? Qui peut vouloir plus de pauvreté ou de misère ?

### III. Le M5S banalisé par ses propres actions.

Enfin, il nous faut examiner ce que les élus du M5S font de manière autonome, pas seulement l'influence que leur présence dans le jeu porte sur autrui. Comme le M5S n'est pas au pouvoir au niveau national et ne l'est que dans de rares villes, les éléments à rassembler sur ce point sont limités.

#### *a) Le micro-crédit à la création d'entreprises.*

Au niveau national, pour montrer par l'exemple que la politique ne doit pas être un métier, les élus M5S ont réduit d'eux-mêmes leurs indemnités depuis 2013. Ils se sont engagés à verser le surplus ainsi dégagé à un fonds spécial déjà existant au niveau du Ministère du développement économique destiné à aider les petites et moyennes entreprises à se développer. L'argent versé par les élus M5S est particulièrement destiné à fournir le capital pour le lancement de microentreprises dans tous les secteurs de l'économie, mais il correspond aussi à un accompagnement du créateur dans la conception même de son projet<sup>41</sup>. A force d'insister, le système bancaire a fini par s'associer à l'initiative du M5S, qui, en fait, rejoint un mécanisme déjà objet d'une loi en 2010, mais jamais bien mis en œuvre<sup>42</sup>. La même opération est menée par les élus régionaux et locaux du M5S. Que ce soit au niveau national ou au niveau local, le M5S publicise encore en 2017 cette initiative et revendique ses effets créateurs d'emplois. L'inspiration trouvée dans le mouvement mondial en faveur du « micro-crédit » comme moyen d'émancipation des pauvres semble évident. Le choix de cet usage de l'argent économisé sur les rémunérations des élus porte aussi une critique, récurrente en Italie, des banques réticentes à

---

<sup>41</sup> Voir les pages de présentation du micro-crédit par le M5S lui-même :

[http://www.beppegrillo.it/2016/03/come\\_ottenere\\_consulenza\\_gratuita\\_per\\_il\\_microcredito5stelle.html](http://www.beppegrillo.it/2016/03/come_ottenere_consulenza_gratuita_per_il_microcredito5stelle.html),  
<http://www.movimento5stelle.it/parlamento/microcredito/>, consultés le 28/03/17

<sup>42</sup> Nous reprenons ici les informations du site d'information Linkiesta, dont la tonalité positive s'agissant d'un média européiste et néo-libéral ne laisse pas d'étonner à propos du M5S. Elle constitue en soi un indice très fort du caractère « centripète » de l'opération ainsi menée par le M5S :

<http://www.linkiesta.it/it/article/2016/02/11/microcredito-a-cinque-stelle-il-fondo-per-le-piccole-imprese-e-una-cos/29231/> (article en date du 11 février 2016), consulté le 28/03/17.

Une vision beaucoup plus négative avait été quelques jours auparavant offerte par un autre site d'information en ligne, *Gli stati generali*, nettement plus à gauche que le précédent :

[http://www.glistatigenerali.com/occupazione\\_partiti-politici/microcredito-a-5-stelle-ma-e-vero-ovviamente-no/](http://www.glistatigenerali.com/occupazione_partiti-politici/microcredito-a-5-stelle-ma-e-vero-ovviamente-no/), consulté le 28/03/17. La polémique entre l'auteur de cet article du 4 janvier 2016 et certains de ses

lecteurs ne porte pas sur le fait que le micro-crédit soit une bonne idée ou non pour l'économie italienne, mais uniquement sur les mérites à attribuer ou non en la matière au M5S.

prêtes aux entrepreneurs, mais aussi elle revient à célébrer un culte du *small is beautiful* ou des *partite IVA* (travailleurs indépendants), très ancré dans l'économie italienne. Le choix fait par les élus du M5S est donc moins bien moins original qu'il n'y paraît à première vue. Il n'est guère susceptible de fait de bouleverser les tendances lourdes au déclin relatif de l'économie italienne depuis un quart de siècle, justement trop marquée, selon les économistes, par une taille trop faible des entreprises, et par un manque d'entreprises de taille européenne ou mondiale<sup>43</sup>.

*b) Une gestion communale présentée comme ordinaire : l'exemple romain.*

Au niveau des communes, conquises par le M5S depuis 2012, la presse nationale ne parle d'elles presque exclusivement en termes de conflits entre membres du M5S ou de scandales qui les frapperaient. Le traitement de l'actualité de la ville de Rome par la presse nationale et internationale depuis sa conquête par une majorité M5S se résume de fait à une suite de scandales<sup>44</sup>. Beppe Grillo en défense de la maire de Rome a pourtant essayé de diffuser un bilan de son action un peu moins d'un an après son accession aux affaires<sup>45</sup>. Ce bilan en 43 points frappe par le caractère pour le moins ordinaire, tout au moins pour une cité européenne, des mesures que la municipalité dit avoir prises. Il insiste sur la propreté, le développement des transports publics, la réutilisation de zones abandonnées, la lutte contre la fraude et la petite délinquance, etc. Les passages mis en gras par B. Grillo lui-même portent presque tous sur des points financiers (économies ou bonnes dépenses faites) qui apparaissent comme des plus consensuels. Le seul élément d'originalité (mais en est-ce vraiment un dans l'Europe de 2017?) tient à l'idée de développer des pistes cyclables (point 31 et 32). De manière étonnante, cette défense et illustration d'un mandat en difficulté ne fait aucune allusion à des procédures démocratiques du type « démocratie participative » ou « budget participatif ». Il ne rappelle pas non plus l'abandon de la candidature de Rome pour les Olympiades de 2024 acté dans les premières semaines du mandat. Le propos ainsi tenu semble surtout enclin à montrer qu'il s'agit de retrouver un décorum urbain (comme avec le point 12 sur la création d'un service de ramassage des encombrants à domicile, avec le point 19 qui promet des nettoyages des bus lors de leur passage à leur terminus pendant la journée ou le point 22 sur les services de nettoyage renforcés pour les fêtes de Noël). Il est aussi bien difficile d'y décerner une grande stratégie de développement économique de la ville. De fait, la critique de ce plaidoyer *pro domo* par le grand journal national de centre-gauche *La Repubblica* (dont le siège est à Rome) portera exclusivement sur la réalité de ces mesures ou expliquera qu'en fait

---

<sup>43</sup> Des palmarès sont souvent publiés pour illustrer cette absence de grandes firmes italiennes dans le top 500 mondial. La dés-italianisation du groupe FIAT est souvent érigé en symbole de ce recul.

<sup>44</sup> Cf. pour un exemple récent, Jérôme Gautheret, « A Rome, la maire 5 étoiles s'enfoncé dans la tourmente », *Le Monde*, 17/2/2017, p. 6.

<sup>45</sup>Cf.

[http://www.beppegrillo.it/m/2017/02/i\\_43\\_successi\\_di\\_virginia\\_raggi\\_e\\_del\\_movimento\\_5\\_stelle\\_per\\_roma.html](http://www.beppegrillo.it/m/2017/02/i_43_successi_di_virginia_raggi_e_del_movimento_5_stelle_per_roma.html), consulté le 28/03/17.

l'action de la municipalité Raggi ne fait que s'inscrire dans la continuité des municipalités de droite et de gauche qui l'ont immédiatement précédées sans d'ailleurs aborder le problème de la stratégie d'ensemble<sup>46</sup>.

Dans ces deux cas brièvement examinés, l'action du M5S, telle qu'il la présente lui-même, frappe par son caractère très peu novateur au total au regard de l'univers des politiques publiques, et absolument pas révolutionnaire ou extrémiste. Là encore, le caractère *centripète* de l'action publique promue par le M5S étonne au regard de la présentation faite par ailleurs du M5S comme d'un des « méchants » de la politique européenne contemporaine.

### *Conclusion.*

De manière toute provisoire, nous voudrions souligner que le discours et l'action du M5S jusqu'au début de 2017 nous semble moins marquée par une quelconque volonté révolutionnaire que par une volonté de normalité – en langage spatial, une version plus *centripète* que centrifuge de l'offre politique. D'un point de vue historique, le M5S semble ainsi accentuer des traits permanents de la vie politique italienne depuis 1861 où il s'agit toujours de se conformer à des modèles de civilisation supposés plus avancés. L'obsession pour la corruption des élus – qui constitue un lieu commun de la vie politique italienne depuis 1861, revigoré dans la dernière décennie – nous apparaît comme le trait le plus saillant de cette continuité qu'incarne en fait le M5S. Celle-ci correspond largement à l'absence de réflexion sur la stratégie à mener pour l'Italie. En lisant la prose du M5S - en particulier sur Internet où elle abonde -, le lecteur finit par se dire que les auteurs de cette dernière semblent croire qu'il suffirait que les élus soient honnêtes, que le peuple puisse décidément librement et directement des politiques publiques, et que les règles de toute nature soient respectées pour que tout aille mieux en Italie. Même si nous devrions dans le cadre d'une telle communication nous en tenir strictement à la position de l'analyste, nous avons bien du mal à ne pas trouver cette manière de raisonner quelque peu optimiste<sup>47</sup>.

---

<sup>46</sup>Cf. [http://roma.repubblica.it/cronaca/2017/02/07/news/i\\_sucessi\\_della\\_raggi\\_le\\_bugie\\_di\\_grillo-157758748/](http://roma.repubblica.it/cronaca/2017/02/07/news/i_sucessi_della_raggi_le_bugie_di_grillo-157758748/)  
[http://www.agi.it/politica/2017/02/07/news/raggi\\_grillo\\_fact-checking\\_bufale\\_43\\_successi\\_roma-1461670/](http://www.agi.it/politica/2017/02/07/news/raggi_grillo_fact-checking_bufale_43_successi_roma-1461670/), consultés le 28/03/17.

<sup>47</sup> Notre réaction critique est largement due à notre propre expérience de recherche sur la *Ligue du Nord* dans les années 1990. Elle prétendait avoir trouvé dans l'honnêteté des élus d'une part et le fédéralisme d'autre part la solution à tous les maux de l'Italie. Sa réflexion sur le fédéralisme remontait en fait à 1945, voire avant, et, comme la suite l'a montré, cette solution institutionnelle d'avant-hier était totalement en décalage avec les problèmes à affronter dans les années 1990-2010. Nous avons du mal à ne pas voir dans le M5S la répétition du même mécanisme avec son appel à la « démocratie ».

De ce fait, la qualification de « populisme » correspond mal à ce parti politique si l'on entend par là une force qui entend remettre en question l'ordre social et économique établi – comme de fait une partie au moins de l'extrême-droite -, mais aussi très bien si, en revanche, le terme correspond à la capacité d'un parti à caler son discours sur les grands mouvements de l'opinion publique tout en ne disposant guère d'une théorie effective de la réalité socio-économique pour agir sur elle.